

1982

Armée.

La LDH critique le Protocole signé entre les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale.

Paix.

Elle lance une campagne nationale de signatures pour soutenir l'initiative de Pierre Mendès-France, Nahum Goldmann et Philip Klutznick pour la paix au Proche-Orient.

1983

Libertés.

La LDH critique vivement le projet de loi sur la presse présenté par le gouvernement, dépourvu des mesures économiques de nature à assurer le pluralisme et mettre fin à la concentration.

Droits des immigrés.

Elle participe à la première Marche pour l'égalité et contre le racisme vers Paris.

1984

Droits des étrangers.

La LDH se félicite de l'instauration d'une carte de séjour de dix ans, tout en critiquant les dispositions concernant les refus de séjour et les expulsions. Elle organise un colloque sur les droits politiques des immigrés et lance une campagne pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.

Droits sociaux.

Après les incidents survenus à l'usine Citroën d'Aulnay, elle proteste contre l'intervention des forces de police contre des militants syndicaux, en particulier un responsable de la CGT, Akka Ghazi.

Libertés.

Elle proteste contre les mesures d'interdiction du film de Jean-Luc Godard *Je vous salue Marie*.

Nouvelle-Calédonie.

La LDH soulève de graves interrogations sur les conditions dans lesquelles Eloi Machoro et Marcel Monnaro ont été tués.

Son Comité central reçoit longuement Jean-Marie Tjibaou, le 25 janvier.

Chine.

Elle lance une campagne pour les droits de l'Homme en Chine et un



Robert Verdier : portrait d'un ligueur naturel 1910-2009

On pourrait dire de lui, comme d'Obélix avec la potion magique, qu'il est tombé dans la Ligue des droits de l'Homme lorsqu'il était petit. Ça ne remonte pas à aujourd'hui, oh non, ni même à hier. Son enfance s'est déroulée au début du siècle et, s'il n'a pas l'âge de la LDH – il s'en faut d'une bonne douzaine d'années –, il en est, à coup sûr, l'un de ses plus anciens membres ! Potion magique mise à part, il se rapprocherait plutôt de l'autre héros, Astérix, pour son moral évidemment. Son village gaulois à lui, c'est la République. Pour ce village-là, il est prêt à toutes les batailles. Il l'a prouvé tout au long de sa vie. Nous nous sommes installés sur un bout de table, rue Jean-Dolent, au deuxième étage, dans la grande salle de réunion. C'est là qu'il m'avait donné rendez-vous pour l'interview. Moi, j'étais un peu tendu. J'allais feuilleter un sacré livre d'histoire, avec le personnage principal, et quel personnage : un homme qui a travaillé avec Daniel Mayer et Henri Noguères, qui a fréquenté Laurent Schwartz, Pierre Cot, et bien d'autres encore, qui a eu comme élèves au lycée Carnot, à Paris, des gens comme Claude Estier et Marc Ferro ; un homme qui a vécu les événements de 1934 puis le Front populaire, qui a connu la guerre et l'Occupation, est entré dans la Résistance où il a participé à la reconstitution du Parti socialiste ; un homme, enfin, qui a été député après la Libération puis s'est engagé complètement dans la LDH où il s'est vu confier la responsabilité de la fédération de Paris et la présidence de la commission « Questions internationales ». Un vrai livre d'histoire, vous dis-je ! Lui, en revanche, est tranquille, paisible. Une allure stricte de clergyman – ou de pasteur –, costume et pull gris, les cheveux blancs en brosse courte, l'œil vif sous le sourcil noir broussailleux. Pas de chichis, pas de coquetteries du genre : « *Oh, mais cela n'intéressera personne !* » C'était à moi d'en décider. « *Vous en ferez ce que vous voudrez, m'avait-il dit, vous trierez.* » Nous devons nous voir une heure. Nous en avons passé presque trois ensemble !

« Notre école »

Robert Verdier m'a tout de suite parlé de son père : un prof – il enseignait l'espagnol –, fils de paysan pauvre. La famille, originaire des Cévennes, était protestante et de condition modeste. M. Verdier père était arrivé à l'âge d'homme avec l'affaire Dreyfus et cela avait marqué profondément sa vie. Il vouait un culte à Jaurès et portait un attachement viscéral à la République. N'avait-elle pas – ce n'était pas à ses yeux le moindre de ses mérites – séparé l'Eglise et l'Etat, instauré la

laïcité, généralisé l'éducation ? « *En ce temps-là, dit Robert Verdier, les protestants étaient à gauche, les catholiques à droite et les protestants disaient "notre école" lorsqu'ils parlaient de l'école publique. L'école, c'était la consolidation de la République, la promotion de l'Homme.* » Allez-vous étonner après cela que Robert Verdier ait choisi comme métier l'enseignement. S'il fait ses études primaires à Saint-Girons, dans l'Ariège – il a gardé de cette jeunesse dans le Sud-Ouest une passion pour le rugby –, c'est à Paris qu'il prépare l'agrégation de Lettres (français, latin, grec), comme pensionnaire au lycée Louis-le-Grand. Il est condisciple de Senghor, « décroche l'agreg » en 1932. Il a 22 ans et il est le plus jeune agrégé de France. Ses yeux pétillent à cette évocation. Serait-ce de cela qu'aujourd'hui encore il est le plus fier ? Il commence sa carrière d'enseignant à Montpellier. C'est là qu'il apprend la Marche des Ligues, le 6 février 34, sur le palais Bourbon. Le choc. Il réagit fortement. Le fascisme est présent en Allemagne et en Italie. Ne menace-t-il pas, en France ? « *Les anciens combattants, un peu ventrus, auxquels nous avions affaire, n'étaient certes pas des S.S., dit-il, mais nous avions quelques raisons d'être inquiets.* » Il fait grève à l'appel des organisations démocratiques, le 12 février. « *Nous n'étions que quatre, précise-t-il, les collègues avaient peur de se faire muter.* » Et surtout, il prend sa carte au Parti socialiste et à la LDH. « *Pour beaucoup de gens, en tout cas pour un prof, les deux démarches allaient de pair. C'était naturel. N'oubliez pas que la LDH et Victor Basch ont joué un rôle capital dans la constitution du Front populaire.* »

« Par hasard »

La guerre arrive, la défaite, l'Occupation. Il est à Paris. Il enseigne au lycée Carnot puis à Louis-le-Grand. Il est membre d'un réseau de résistance, participe à la reconstitution du Parti socialiste clandestin. « *Par hasard, remarque-t-il, modeste. J'habitais près du Val-de-Grâce. J'ai rencontré un postier, ancien militant socialiste. Il savait que j'avais pris position contre les accords de Munich. Nous nous sommes retrouvés à quelques-uns dans un magasin de la rue Mouffetard.* » Je me dis, *in petto*, qu'on a les hasards qu'on mérite ! Robert Verdier se déplace pour organiser les gens, diffuser la bonne parole et notamment *Le Populaire* clandestin. Il recueille en même temps des informations pour *Libération-Nord*. Averti d'un risque d'arrestation, il plonge fin 1943 dans la clandestinité. « *Nous n'étions pas de*



bons professionnels de l'action clandestine. On ne passe pas facilement du statut de citoyen à celui d'hypocrite, de dissimulateur. Nous étions inconscients. »

- « Tout de même, vous aviez peur ? »

- « Oui, de la torture. Mais nous n'avions aucune idée de ce que pouvaient être les camps de concentration. »

Après la guerre, Robert Verdier passe, selon son expression, chez les « pros ». Il se présente à la députation dans le 5^e arrondissement de Paris, sous les couleurs socialistes, et est élu. Il a toujours sa carte de la LDH, mais consacre tout son temps à l'action politique. A vrai dire, le LDH et la SFIO sont, à l'époque, un peu en froid : « Les dirigeants de la Ligue vivaient dans le souvenir du Front populaire. Ils étaient nostalgiques de l'alliance entre radicaux, socialistes et communistes. Mais ces temps-là étaient révolus. Dans les années 1930, la gauche avait eu pour souci premier d'organiser la résistance à Hitler. Elle avait fermé les yeux sur ce qui se passait en Union soviétique. La Ligue continuait sur cette lancée alors que les socialistes avaient pris leurs distances dès 1947, avec les premiers procès à l'Est. Le Populaire publiait certes toujours les convocations de la Ligue mais le courant ne passait plus comme avant. »

« L'Algérie, oh là là ! »

C'est avec la guerre d'Algérie que Robert Verdier s'engage vraiment à la LDH. « Au début de 1957, raconte-t-il, j'ai été alerté sur la torture par un jeune pasteur protestant démobilisé qui est venu me voir et m'a raconté ce qui se passait. L'Algérie, c'est aussi ce qui a poussé Daniel Mayer à abandonner son mandat de député et à prendre la présidence de la LDH. Je lui ai proposé de lui donner un coup de main et je suis entré au Comité central. A l'époque, on ne se bousculait pas pour en faire partie. La Ligue ne se portait pas bien.

Sur le plan politique, la guerre d'Algérie, au début, l'a embarrassée. Avec la Tunisie, le Maroc, c'était plutôt facile. Mais avec l'Algérie, oh là là ! »

Le socialiste Guy Mollet, alors au gouvernement, mène la répression et couvre la torture. L'Algérie, c'est la France ! Les socialistes se divisent. Au congrès de Toulouse en 1957, la politique de

Guy Mollet est mise en accusation, d'une part par Gaston Deferre, de l'autre par Alain Savary, Daniel Mayer, Edouard Depreux et quelques autres parmi lesquels... Robert Verdier. « Nous étions persuadés, déjà, qu'il fallait aller vers l'indépendance. Mais il était alors difficile de prononcer ce mot. Il y avait un tabou. Nous avons employé l'expression "vocation nationale". Nous avons le sentiment qu'une transition était encore possible. » Une chose est sûre : pour tous ces hommes, la Ligue apparaît comme un refuge. Elle est montée en ligne contre la torture, elle n'a pas craint de s'opposer au pouvoir. Comme dit Robert Verdier, « elle a fait son devoir ».

Avec Henri Noguères, Robert Verdier va s'engager encore davantage. « Daniel Mayer avait commencé la rénovation de la Ligue. Henri Noguères l'a poursuivie. Ce n'était pas seulement un homme de convictions qui s'était engagé profondément dans la Résistance et avait occupé la rédaction en chef du Populaire. C'était un bon organisateur. Il s'est rendu compte tout de suite qu'il pleuvait dans la maison et il a fait refaire le toit. Il m'a demandé de m'occuper de la fédération de Paris et de la Commission internationale. » Robert Verdier remplira la première tâche pendant une dizaine d'années, et assurera aussi la seconde.

Le terrain

Quel doit être aujourd'hui selon lui le combat prioritaire de la LDH ? Il répond sans une seconde d'hésitation : « le statut des étrangers ». En tant que président de la commission « Questions internationales », il met au premier rang de ses préoccupations actuelles les relations de la France avec l'Afrique et l'attitude de Paris à l'égard des Cours de justice internationales sur la Bosnie et le Rwanda. L'Afrique ? « La politique de coopération de la France avec l'Afrique noire n'a jamais été discutée au Parlement sous la V^e République. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 n'a rien changé. La politique des réseaux s'est poursuivie. » Les Cours de justice internationales ? « La France traîne les pieds pour la création d'un tribunal permanent. Si elle ne peut pas l'empêcher, elle veut lui donner un statut qui, en fait, le paralyserait. Elle refuse presque de collaborer avec le Tribunal pénal international mis en place pour juger les crimes commis en Bosnie. Or, si on ne met pas la main sur Karadzic, si le tribunal ne juge que des seconds rôles, il perdra tout crédit. »

Notre entretien s'achève mais avant de nous séparer, Robert Verdier me dit : « Nous sommes dans la même section, je ne suis pas très assidu aux réunions dans le quartier. Je le regrette. J'ai toujours été agacé par les gens qui délaissent le terrain. » Son repentir est sincère. On lui pardonne ?

Daniel Junqua, journaliste

Article paru dans H&L n° 97-98 (fév. 1998), p. 62-63.

Le 3 septembre 2016, la place devant le siège de la LDH a été appelée « place Robert-Verdier (1910-2009). Résistant, militant anticolonialiste et des droits de l'Homme ».

Appel pour la libération de Wei Jingsheng, cinq ans après sa condamnation.

1985

Fraternité.

Avec les représentants des cinq grandes religions de France, les loges maçonniques et les grandes organisations humanitaires, la LDH signe un Appel à la fraternité qui affirme qu'une société ne saurait exclure ses immigrés.

Censure.

Elle déplore la décision du président d'Antenne 2 de déprogrammer le film *Des terroristes à la retraite*, sur le combat des Francs-tireurs et partisans-main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) dans la Résistance.

Affaire du Rainbow Warrior.

Elle considère indispensable « d'établir toutes les responsabilités du sabotage criminel commis en violation de l'espace territorial de Nouvelle-Zélande ».

Médias.

Après la création de la cinquième chaîne de télévision, elle estime que « la concession des chaînes devrait se faire après une large mise en concurrence des projets ».

Otages.

Elle s'associe en juin à la manifestation organisée à Paris par le Comité des Amis de Jean-Paul Kaufmann, pour la libération des journalistes français otages au Liban.

1986

Droit d'asile.

« Le Comité central de la LDH a appris avec stupeur que deux opposants irakiens au régime de Saddam Hussein, Hamza Fawzy et Hassan Keir Eddine, avaient été expulsés vers l'Irak où ils risquent d'être exécutés sommairement. » Elle organise avec la Cimade, France Terre d'asile et le Gisti une campagne pour le droit d'asile que clôturent, en octobre, des Rencontres nationales à l'Unesco. Et proteste contre l'expulsion par charter de 101 Maliens.

Droits sociaux.

La LDH s'élève avec force